

**CONVENTION ENTRE  
LA COMMUNE DE GRASSE  
ET  
LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE  
GRASSE**

***CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UNE PARTIE DU  
PERSONNEL DU SERVICE « FETES ET ECLAIRAGE  
PUBLIC » DE LA VILLE DE GRASSE***

***ZONE D'ACTIVITE ECONOMIQUE « BOIS DE GRASSE »***

---

**AVENANT N°1**

---

**ENTRE,**

**La Communauté d'Agglomération Pays de Grasse**, dont le siège est sis 57, avenue Pierre Sépard – BP 91015 – 06131 Grasse Cedex – représentée par son Président Monsieur Jérôme VIAUD, habilité à signer les présents par une décision n° ..... en date du ....., visée en Sous-préfecture de Grasse le .....

Dénommée ci-après, « le propriétaire »,

**Et,**

**La Commune de Grasse**, identifiée sous le numéro SIREN 210 600 698 000 18, dont le siège est sis, Place du Petit Puy – BP 12031 Grasse Cedex, représentée ....., agissant en nom et pour le compte de la commune en vertu de l'arrêté en date du ..... Visé en Sous-préfecture de Grasse le .....

Dénommée ci-après, « l'occupant »,

**Il a été convenu ce qui suit :**

**Préambule :**

Par une convention en date du 7 septembre 2011, la commune de Grasse met à disposition une partie du personnel du service « Fêtes et Eclairage public » au profit de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

L'article 7 de la convention prévoit les modalités financières de ladite mise à disposition.

L'application dudit article 7 s'avère délicate à mettre en œuvre au regard de ses modes de calculs, il convient de le remplacer comme suit :

**Article 1 :**

L'article 7 de la convention initiale est ainsi remplacé :

Le remboursement par l'EPCI à la Ville de Grasse des frais de fonctionnement du service mis à disposition, s'effectue sur la base d'un état descriptif détaillé des charges de personnel, du matériel utilisé ainsi que des fournitures nécessaires. L'inventaire de ces coûts de fonctionnement sera signé de manière contradictoire par les parties contractantes.

**Article 2 :**

Les autres dispositions de la convention demeurent inchangées et applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent avenant, et resteront en vigueur jusqu'à l'échéance de la convention.

**Article 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie, Monsieur le Receveur Municipal, Trésorier Principal de Grasse Municipale et Banlieue sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Grasse le

Pour la Communauté d'Agglomération  
du Pays de Grasse,

Pour la ville de Grasse,  
Le Maire